

Entretien avec Bernard Devert, fondateur
de l'association Habitat et Humanisme

**« Notre société doit choisir :
être un berceau ou un linceul »**



La mixité sociale, c'est la raison d'être de l'association Habitat et Humanisme. Comment l'idée de venir en aide aux familles en difficultés tout en luttant contre les ghettos a-t-elle germé ?

Il est de ces moments qui, dans l'instant où ils sont vécus, sont comme des blessures. Avec le temps, elles se révèlent des clés de voûte, offrant force et sens aux engagements. Adolescent, revenant du collège, je vis ma mère compter des pièces de monnaie. En réponse à mon regard interrogatif et sans doute inquiet, elle me dit simplement : « *Je rassemble un peu d'argent pour acheter du pain.* » L'épisode me laissa une trace brûlante de la vulnérabilité. Je me suis alors promis de réussir pour m'écarter de la fragilité dont je faisais la première expérience.

Après avoir tenté de la combattre, j'ai compris plus tard qu'elle était une chance pour s'éloigner des idées de puissance conférant à la raison le primat de la rigueur qui, lorsqu'elle n'est pas traversée par le cœur, construit ces tours d'ivoire qui sont aussi celles de Babel. Habitant un quartier bourgeois, sans faire partie de ce milieu, je res-

sentis assez vite les différences pour ne point être invité, par exemple, à des rallies. Je n'en ai éprouvé aucune amertume, mais la conscience assez vive de ce que les sociologues appellent aujourd'hui les « plafonds de verre ». Cette nouvelle confrontation à la fragilité ne sera pas étrangère à la création d'Habitat et Humanisme dont la mission est de faire tomber les barrières qui ne disent pas leur nom mais n'en sont pas moins de solides obstacles à une société plus humanisée, plus tendre. Ma chance est celle d'amitiés solides avec des personnes qui ne sont pas « de mon monde », mais qui imaginent aussi une société libérée de ces iniquités qui affectent sa cohérence et par là-même chahutent la cohésion sociale.

Y a-t-il un autre fait déclencheur qui explique votre engagement ?

Plus tard, je fus heurté par ces « quartiers sensibles », dénommés aussi « les cités ». Etranges appellations : la sensibilité n'est-elle pas l'approche d'une poésie ou d'une harmonie, dramatiquement absente d'une conception de l'habitat qui, en raison des transformations sociales (l'exode rural, la fin des colonies...), a conduit à construire vite en privilégiant le collectif sans trop porter d'attention à l'intime. Les tours et les barres dessinent un monde clos alors que ceux qui les rejoignent ont souvent le sentiment d'être rejetés, jusqu'à se sentir illégitimes, d'où des quartiers devenus de non-droit. Le droit de cité définit une appartenance ; lorsqu'elle est marquée par la précarité, le « ghettoïsme », voire l'apartheid, elle devient un enfermement. La prise de conscience de cette hypervulnérabilité me décida à devenir un bâtisseur de liens. Il y eut aussi la rencontre avec cette femme âgée, sans ressources, dans un immeuble très vétuste, ne présentant qu'un aspect positif : lui offrir de demeurer dans un quartier qui, pour avoir toujours été le sien, lui permettait de rester en lien avec quelques amis, alors qu'elle avait perdu tous les siens. L'opération de relogement que je lui proposais la conduisit à une tentative de suicide. Le sujet pour elle n'était pas d'avoir un meilleur confort, mais de garder une proximité avec ceux qu'elle aimait. Cette femme était riche d'une expérience de vie si intériorisée qu'elle savait – sans pouvoir le théoriser – que briser les liens, c'est détruire la vie. Elle avait pleinement compris le sens de l'existence.

Cette prise de conscience va inciter le promoteur immobilier que vous étiez à se mettre au service des autres...

Tous ces moments furent décisifs pour inclure l'attention au fragile dans cette économie dite solidaire. Ma décision fut de la mettre au service de l'habitat. L'acte de construire, confronté certes à la dureté des marchés, mais soutenu par la finance solidaire, promeut des espaces d'hospitalité pour être libérés de la main invisible, plus prompte à posséder qu'à partager. A une heure où la finance solidaire est fragilisée par un divorce qui s'esquisse entre fiscalité et solidarité, j'ose vous partager ce qui m'a conduit à refuser la diabolisation de l'argent en le tenant à une juste distance pour que, de maître, il devienne ce qu'il ne doit jamais cesser d'être, un serviteur.

En trente ans, votre vision de la mixité sociale a-t-elle évolué ? Et la façon dont la société perçoit cette question a-t-elle changé ?

Si le logement social est la première condition pour « faire société », il se révèle trop souvent un marqueur stigmatisant, quand il n'est pas discriminant. Au plus haut niveau de l'Etat, Manuel Valls, alors premier ministre, dénonçait des traces de ghettoïsation. L'expression, contestée bruyamment, n'est cependant pas sans pertinence. Des mesures, désormais, sont retenues pour que les quartiers fracturés n'accueillent plus – ou moins – les foyers désocialisés, observant combien cette absence de politique assassine la cohésion sociale. L'heure est d'ouvrir un grand chantier invitant la nation à se réconcilier avec ses cités. Le corps social est confronté à un cancer métastasé qui le ronge inexorablement. Le diagnostic, établi chaque année, fait part d'une aggravation du mal logement, pour se développer plus vite que la capacité de

tous les acteurs à l'enrayer. En 2013, Christian Noyer, alors gouverneur de la Banque de France, adressait une lettre au président de la République mettant en exergue la distorsion entre les crédits affectés au logement (47 milliards d'euros) et l'impossibilité d'en découdre avec ce mal. Aussi, s'interrogeait-il sur l'absence de doutes et le manque de débats sur les causes de ce qu'il nommait l'inefficacité. Que faire quand 60 000 personnes rejoignent chaque année la région Ile-de-France nécessitant de bâtir tous les douze mois l'équivalent d'une petite ville, quand 600 000 candidats demandent un toit décent sur ce même territoire ? Que faire quand 24 000 sans-domicile sont assignés à la rue à Paris (144 000 sur la France entière), quand le 115 ne parvient plus à faire face, fut-il un SOS de personnes malades, au soir de leur vie, ou encore de mamans et leurs enfants.

S'impose une urgente réflexion pour trouver un traitement. Cette déshumanisation inacceptable met la société en risque de rupture à un moment où les populismes l'instrumentalisent. La réponse n'est pas seulement de construire plus, mais de s'interroger sur l'aménagement du territoire.

Comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, la France peut donner l'image d'un pays qui se coupe en deux. C'est particulièrement clair lorsqu'on observe le marché du logement, avec des territoires où les prix flambent, et d'autres qui se vident de leurs habitants. Quel regard portez-vous sur ces évolutions ?

Les grandes villes sont de magnifiques vitrines, mais leurs propositions sont inaccessibles aux personnes fragilisées, logées très souvent au bout du bout des agglomérations qui, s'étalant, éloignent des centres les plus pauvres. Dans le même temps, des petites et moyennes villes offrent des milliers de logements affichant à louer, à vendre, confirmant un désert déjà bien avancé. Comment ne pas partir puisqu'il n'y a pas de travail ! Seulement, les demandeurs d'emploi – ils sont plus de 5 millions – le trouvent davantage dans les grandes agglomérations. Le travail se modifie et la prégnance du numérique va accélérer encore le changement, d'où des ouvertures inouïes que l'aménagement du territoire devrait accompagner. L'heure est d'anticiper un nouveau monde pour lui donner naissance. Le lien entre les êtres est oublié ; il est pourtant un trésor à portée de cœur pour être l'expression d'une bienveillance, d'un sourire, d'une main vers l'autre qui, rencontré et non croisé, existe enfin comme une personne.

Comment mieux exprimer mon propos que de vous partager ce récit de vie d'une étudiante qui, dans une de nos opérations, accueille une personne de la rue après son hospitalisation. Il s'agit de Martine, qui a quitté le service d'urgence de l'hôpital Saint-Joseph Saint-Luc, pour être accueillie à l'Espace Emmanuel-Mounier, sur l'ancien site des prisons de Lyon, devenu un campus universitaire de 10 000 étudiants. Habitat et Humanisme, en concertation avec l'université, a construit 140 logements, dont trente sont destinés à des personnes qui, au sortir de l'hôpital, ne peuvent pas bénéficier de soins à domicile, faute d'un toit, ou en raison de leur isolement. Une utopie pour les uns, une confiance transformatrice des relations pour les autres, pour inviter les étudiants à faire de ce lieu un espace du « prendre soin ». Martine est non seulement blessée dans son corps, mais elle l'est aussi dans son âme, d'où la question qui la hante : « *Il n'y a donc personne pour comprendre, personne pour entendre ?* »

En ce jour du mois d'octobre 2016, il y a précisément quelqu'un, Eléonore, étudiante en psychologie et résidente sur ce site. La vie a souri à Eléonore depuis son enfance. Que de différences entre ces deux êtres qui ne vont pourtant pas se croiser, mais se rencontrer. Martine, isolée, pensait qu'elle n'était rien pour n'avoir rien. Elle découvre qu'elle est quelqu'un, qu'on s'intéresse à elle parce qu'elle est simplement elle. Martine malade, Eléonore l'aide à préparer ses repas, l'invite dans son studio

pour partager des déjeuners, lui fait entrevoir des perspectives inconnues. Si Eléonore, de par son éducation, est éloignée de la « pauvre petite fille riche », elle s'éveille à une joie insoupçonnée jusque-là, celle de servir. Martine ne va pas seulement guérir dans cet espace d'humanité, elle va naître à une relation nouvelle qui la fait exister autrement. « *Le beau sauvera le monde* », dit Dostoïevski. La générosité en est finalement le chemin. Sur ce campus, via ces logements, près de 100 étudiants, comme Eléonore, sont des acteurs d'une grande école de fraternité sur ce site universitaire. Ce témoignage souligne la justesse de la vision du docteur Albert Schweitzer demandant que chacun s'efforce, dans le milieu où il se trouve, de témoigner à l'autre une véritable humanité. C'est de cela, ajoutait-il, que dépend l'avenir du monde.

Les tensions entre les classes sociales et, surtout, entre les gens d'origines différentes, s'accroissent dans la société française. Comment l'expliquez-vous ?

Le chômage, qui touche également les classes moyennes, suscite une telle tension, une telle peur ! Il s'en suit une crispation au sein de la société. Les ruptures professionnelles génèrent souvent des désordres familiaux et des pertes d'estime de soi pour s'entendre dire : « on vous écrira ». Le chômage a lézardé la cohésion sociale accablant une société qui a trop longtemps entendu ses responsables dire que tout avait été tenté pour favoriser l'emploi. Une des retombées de cette « confession », ou de cet abandon, est l'impuissance du politique, non sans risque pour la démocratie. A promettre beaucoup en privilégiant le « moi, si j'étais président », il est oublié le « nous » qui s'impose pour une inflexion durable du chômage. Assez de ces situations où les uns crient « je coule » alors qu'un petit nombre répond pour gagner du temps : « Patiencez, cela va aller mieux. » L'économie ne sera créatrice d'emplois que si les murs, construits dans l'intention de protéger, cèdent pour prendre en compte la transformation de la société. Il n'y a pas d'innovations sans confiance.

Aussi convient-il de maîtriser l'économie. Folie de constater qu'en une séance de Bourse, un des hommes les plus riches du monde gagne 2 milliards d'euros. La Bourse pour l'un, mais quelle vie pour tant d'autres ? Il est vraiment urgent de s'inquiéter d'offrir à la finance un rôle de servante. Alors une économie plus positive s'ensuivra. J'entends le risque d'être taxé d'utopisme ou d'un idéalisme imbécile, pour refuser que la richesse des uns entraîne la richesse des autres. Est-ce si vrai ? Il existe une économie dénommée sociale et solidaire. Elle a fait ses preuves pour remettre debout des hommes et des femmes au bord du chemin, blessés par la vie. Le ressort de cette économie brise les discriminations, les ségrégations, fait tomber des frontières, observant que riches et pauvres y concourent. Il est nécessaire qu'elle se développe davantage pour créer cette part manquante à toute humanité. Or, cette forme d'économie ne manque pas son objectif : rechercher un bénéfice non point d'abord pour se le partager, mais pour en faire bénéficier ceux qui se considèrent comme perdus, rejetés. Sans cette souscription à l'épargne solidaire, Habitat et Humanisme n'aurait jamais logé près de 22 000 familles fragilisées dans des quartiers équilibrés, libérant ainsi les cités difficiles qui, confrontées à la précarité et à la misère, sont en situation d'échec même si des forces vives, absolument remarquables, suscitent des ouvertures encourageantes. Relier le concret de la vie à la recherche de ce qui est idéal, sans pour autant l'atteindre, n'est-ce pas signe d'une humanité qui ne s'égare pas de sa responsabilité à l'égard de cette interrogation multimillénaire : « Qu'as-tu fait de ton frère ? »

Les sondages montrent que les Français sont de plus en plus sceptiques par rapport à la notion de mixité sociale, en particulier à l'école. Habitat et Humanisme pratique la mixité sociale sur le terrain, et ça marche le plus souvent. Comment expliquez-vous un tel décalage ?

Le corps social, comme le corps biologique, a besoin qu'on prenne soin de lui. Or,

force est de constater que nous avons à son égard peu d'attention, l'accablant de nouvelles qui ne font que l'enfièvre. Les scandales à répétition l'agressent, le blessent. La société, dit-on, ne serait plus réformable pour être précisément déformée par cette absence du « *care* », un traitement si oublié que la cohésion sociale est en rupture. Comment peut-il en être autrement quand les plus jeunes de notre société s'interrogent sur leur possibilité d'être des membres à part entière de ce corps qui, corseté, ne parvient pas à leur faire de place. Il y a aussi tous ceux qui se sentent rejetés, à commencer par les enfants, plus d'un million en France vivent une telle pauvreté que leur avenir est compromis. Le corps social voit sa capacité d'accueil affectée par la crainte de l'autre, d'où une régression qui l'abîme. Ces maux ne peuvent guérir que si ses membres s'inscrivent dans une vigilance réciproque portant le nom de la fraternité. Les institutions, colonne vertébrale de ce corps, n'ont-elles pas la responsabilité de réguler ces inégalités qui entraînent la méfiance, l'animosité. Affaiblie par leurs déficiences mettant en échec l'éthique, la société est accablée, parfois désespérée, jusqu'à entendre un pessimisme destructeur. Le corps social en a assez de ces mots vains pour être sans levain. Le théologien Teilhard de Chardin rappelait que « *tout ce qui monte converge* ». Qui a le souci de souligner cette unité, ou plus exactement, qui s'inquiète de la faire reconnaître pour mieux la faire naître ? Le corps social, fut-il essoufflé, résiste. On voit, ici et là, les signes d'un surgissement qui donnent des raisons d'espérer et même de s'enthousiasmer. Souvenons-nous du poème de Paul Eluard : « *Il y a toujours une fenêtre ouverte... une main tendue, une main ouverte, des yeux attentifs, une vie – la vie à se partager.* » Ce partage, il existe, ô combien, mais on lui donne peu de visibilité si bien que l'on retient le cynisme des uns, le refus de s'ouvrir des autres, la quête de faux biens privilégiant l'individualisme, le virtuel au réel, laissant les plus faibles dans des situations d'inquiétude. Libérer le corps social est sans doute l'un des maîtres mots pour sortir de l'accablement.

Quel rôle jouent les politiques et les médias dans cette dégradation ?

Il serait injuste de rejeter la responsabilité de cette dégradation sur le politique. Les grandes agglomérations mettent en lumière les ombres de politiques permissives interdisant la régulation du marché immobilier en rupture avec les ressources du plus grand nombre, d'où des villes, du moins des centres-villes, devenus des vitrines au sein desquelles tout est proposé, mais finalement interdit au plus grand nombre. Les villes ne traduisent pas seulement les inégalités, elles les développent.

Face à cette rupture, la mixité sociale est une clé pour ouvrir sur de nouveaux rapports humains. Bâti dans une attention à l'autre, c'est rechercher une urbanité créatrice de liens ; elle n'est possible que là où l'homme parvient à sa maturité éthique, suivant l'expression d'Emmanuel Levinas. La loi égalité et citoyenneté, lancée dans le sillage des attentats de janvier 2015 pour lutter contre la ghettoïsation, renforce la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU). Dix-sept ans après son adoption, les communes carencées, qui ont fortement diminué, ont fait l'objet d'arrêtés préfectoraux, leur imposant des pénalités financières multipliées par cinq depuis janvier 2015. Le refus de la stigmatisation du logement impose de ne plus loger dans des quartiers pauvres des personnes en situation de pauvreté. L'urgence est criante. Il est facile de désigner pudiquement ces quartiers dits sensibles, relevant que ce caractère ne nous touche que lorsqu'éclate la désespérance sous forme de guérillas urbaines. Un des socles de la République est la fraternité sans laquelle il n'y a pas de bien commun. Il est grand temps qu'elle traverse l'acte de construire. La nation ne saurait être une société d'anonymes qui, prisonniers d'un moi, tentent de se défaire de l'altérité, d'où ces espaces qui, au lieu de protéger, fracturent l'avenir. Quelle déshumanisation ! Mais comment s'en étonner : là où les possessions s'installent et s'étalent, le moi préfabriqué assombrit la prise de conscience d'une solidarité à l'autre pour que le corps social se développe. Le repli sur soi naît d'un orgueil brouillant le discernement

d'un futur d'où le maintien de modèles qui ne fonctionnent pas mais qui sont maintenus et même entretenus en raison des peurs que suscite le changement d'autant plus que la société vieillit.

Le premier rapport de l'OMIS est centré sur la façon dont les municipalités franciliennes appliquent la loi SRU. Vous vous êtes personnellement beaucoup battu pour la défendre. Elle date de 2000, mais elle semble avoir été bien acceptée, à tel point que peu de gens en contestent aujourd'hui la légitimité. Y voyez-vous une raison d'espérer ?

Si la République est une et indivisible, il n'en demeure pas moins qu'elle consent à des ghettos dont certains s'apparentent à l'apartheid. Trop de logements à vocation sociale sont encore réalisés dans des périmètres focalisant la pauvreté. Concentrer sur de mêmes territoires des populations qui désespèrent de pouvoir être considérées comme des citoyens à part entière crée des quartiers de non droit et fabrique cette montée inexorable des extrêmes dont une des premières causes est le ressenti de l'oubli. La loi SRU du 13 décembre 2000, en imposant aux communes un quota de logements sociaux, concourt à une réconciliation du corps social qui souffre, non seulement du manque de logements, mais aussi de ces fractures qui le désarticulent au point de lui enlever toute cohésion. Or, on entend ici et là que le gouvernement, qui a rendu public en novembre 2017 son programme en matière de logement, repousserait à 2025 la réalisation du quota de 25 % de logements sociaux et autoriserait, pour les zones tendues, l'intégration des logements intermédiaires dans ce pourcentage. Mais réduire le champ d'application de l'article 55 de la loi SRU, c'est priver les personnes en situation de fragilité de trouver un habitat dans les quartiers socialement équilibrés au sein desquels les chances d'insertion sont considérablement majorées.

Il est vrai que la loi SRU a toujours déchaîné les passions...

Elle fut présentée par l'opposition de l'époque comme un danger pour la qualité de vie et l'habitat des Français. La diversité serait-elle un risque et la fragilité une menace ? Alors, il faudrait penser que la sécurité naîtrait de l'enfermement et du repli sur soi, dont la carte scolaire donne une triste et inquiétante visibilité. L'opposition avait brandi l'article 72 de la Constitution, qui dispose que les collectivités s'administrent librement, oubliant à dessein la fin de la phrase : « *dans le respect des lois de la République* ». Même votée, la loi ne cessera d'être remise en question, en 2002, puis à nouveau en 2006 lorsque l'Abbé Pierre livra, à l'âge de 92 ans, son dernier et juste combat : il se présenta en fauteuil roulant dans l'Hémicycle, s'opposant à ce que la loi déplace sur l'intercommunalité l'application des 20 % du logement social, au risque d'aggraver les phénomènes de ghettoïsation. Certains élus n'avaient voté la loi que si elle offrait aux communes la possibilité de se dédouaner des logements sociaux en payant des pénalités. D'autres avaient été blessés par cet aménagement mais, conscients que sans cette « issue », la loi ne serait pas entrée en vigueur, ils l'ont acceptée. Ils ont eu raison. Progressivement, les communes situées en territoire SRU se plient à cette mesure, d'autant plus que la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) de 2014 prévoit que les maires qui refusent d'appliquer l'article 55 s'exposent désormais à se voir retirer, au profit des préfets, le pouvoir de signer les permis de construire. En outre, les pénalités pour les communes carencées deviennent contraignantes, réduisant le nombre de contrevenants à la loi. Les orientations de la majorité actuelle visent l'atténuation des rigidités sociales, dont certaines constituent effectivement des rentes. Or, la loi SRU est un formidable accélérateur de la transformation sociale. N'inscrit-elle pas la diversité comme une ouverture et une protection des plus vulnérables qui, en quittant les espaces d'enfermement et d'hostilités latentes, découvrent une hospitalité suscitant de nouveaux possibles ? La mixité ne va jamais de soi, elle est un combat permanent pour que celui qui est autre trouve sa place. Désertier ce combat serait se mettre à distance d'une éthique qui,

comme le disait joliment le philosophe Emmanuel Levinas, est une « *optique* », en d'autres termes, la vision d'un monde au sein duquel il nous faut apprendre à devenir des bâtisseurs de liens.

Si la France renonçait à son idéal de mixité sociale, vivrions-nous forcément plus mal dans une société avec des ghettos de riches et des ghettos de pauvres ?

Renoncer à la mixité sociale, ne serait-ce pas consentir aux iniquités, à une France marquée par les ruptures et les stigmatisations ? La juxtaposition ne crée pas une France une et indivisible. Martin Luther King disait : « *Nous devons apprendre à vivre comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots.* » Ce vivre-ensemble, qui est un idéal, doit au moins appeler à un certain faire-ensemble pour gagner la paix qui ne se construit que si nous guerroyons contre les tentations du refus de l'autre parce qu'il serait simplement autre. Si la France se résigne, peut-elle se revendiquer comme la patrie des droits de l'homme ?

Les événements douloureux que notre pays a subis ont mis en mouvement un peuple qui, diversifié, est capable de réelles solidarités. Serait-ce seulement dans les drames qu'il en témoignerait ? La fierté de résister étreint notre pays. Si le monde ne s'est pas trompé, la France est regardée. De nombreux chefs d'Etat ont participé, après les attentats qui ont frappé notre pays, à la grande marche de janvier 2015 au nom de leur peuple. L'urgence est de bâtir les conditions d'une fraternité pour refuser ces ruptures qui condamnent nos sociétés à des situations chaotiques et absurdes. Gardons en mémoire le mot « *débarquement* ». Il fait référence à l'histoire de la Résistance qui fut une école de fraternité. Résister, c'est trouver des raisons de vivre conduisant à se lever pour dire non à l'indifférence et à l'iniquité ; leur acceptation, fût-elle passive, est violence faite aux plus vulnérables. Privilégier la fraternité, c'est entrer en résistance pour livrer un combat contre ce qui déshumanise. Il n'y avait personne, dit Bertolt Brecht, pour s'inquiéter, personne. La lâcheté et la peur avaient tout emporté. Quand la perte de l'altérité s'installe, les portes de la soumission et de la démission s'ouvrent vers les prisons intérieures, qui ne sont pas seulement des maisons d'arrêt. Il nous appartient de travailler à ce que notre pays brise les ghettos où se développe l'obscurantisme. Ils existent à l'intérieur de nous ; seule la rencontre de l'autre les éloigne. L'Histoire nous rappelle que dans les moments de plus grand danger, toujours se sont levés des femmes et des hommes épris de liberté, qui ont su susciter des perspectives nouvelles qui ont pour nom la fraternité. Chaque génération doit la construire. La responsabilité qui nous appartient est de faciliter la diversité sociale au nom des valeurs républicaines. L'habitat en est un des vecteurs. La liberté, rappelait le juriste et diplomate René Cassin, n'est jamais acquise une fois pour toutes, elle est une création continue.

Au cours de la réalisation du premier rapport de l'OMIS, un fossé est apparu entre la visions des membres d'Habitat et Humanisme et celle des chercheurs, très pessimistes sur les questions de mixité sociale car échaudés par trente ans d'échec des politiques du logement dans la lutte contre la ségrégation. Comment analysez-vous cet écart ?

Notre rapport souligne des interrogations, non pas sur le bien-fondé de la mixité mais sur sa mise en œuvre. Comment s'en étonner dès lors que la diversité, toujours, bouscule. Vous m'avez interrogé sur l'utopie que représente notre action, « *la vérité de demain* », disait Victor Hugo. J'ai essayé de montrer, sans doute maladroitement, que notre société était violente pour les plus fragiles, que la concentration des plus vulnérables n'était pas sans tuer l'espoir de lendemains meilleurs. Ce constat, difficilement contestable, porte le nom d'une déshumanisation, qu'il nous faut combattre en recherchant des accords pour parvenir à une société plus harmonieuse. Au fond, notre société doit choisir : être un berceau ou un linceul.

Bernard Devert, comment voyez-vous le futur d'Habitat et Humanisme ?

Son futur s'inscrit dans son présent : le respect de celui qui est différent, dans la conviction que l'autre a une richesse qu'il ne reconnaît pas toujours, mais elle existe. Quand elle est reconnue et partagée, la société s'en trouve enrichie, l'altérité est une des forces vives transformatrice des relations. L'aujourd'hui d'Habitat et Humanisme, c'est de faire craquer des rigidités, de faire tomber des peurs, au fond un monde nouveau à préparer. Viendra le temps où d'autres pourront faire leur, le cri d'espérance de Bernanos : « *J'ai entendu le craquement de l'âme* ». Je crois que le monde est plus ressuscité qu'on le pense. Une résurrection sans tambour ni trompette qui, secrètement, ouvre les cœurs et les esprits. Cette nouvelle Cité, ce futur, se construit là où des hommes s'éveillent à la fraternité. Tel est le sentier sur lequel se mettent en marche des hommes et des femmes d'Habitat et Humanisme pour préparer un futur plus humain.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÔME PORIER